

« survivances du capitalisme dans la conscience et dans le comportement des hommes » sous le socialisme. Cette théorie pragmatique est un instrument inappréciable dans les mains des manipulateurs bureaucratiques. Elle permet d'interpréter tous les phénomènes indésirables du point de vue des naïvités du Kremlin, comme des faits étrangers au socialisme et à ses « principes » et le préparer les « amalgames », en assimilant les vrais dissidents au milieu criminel ou aux éléments marginaux.

Il est nécessaire de dissiper cette nuit où tous les chats sont gris. Même si l'on sépare l'opposition ou la dissidence au sens propre du terme des formes de déviance dans le comportement social, on peut constater des différences essentielles au sein de la deuxième catégorie. Par exemple, on ne peut pas mettre dans le même sac tous les phénomènes de délinquance économique. Un simple ouvrier dont le rendement au travail est bas et qui s'absente du travail ou fait du travail au noir après son horaire officiel dans l'usine étatisée n'est ni un parasite, ni un exploitateur : il se protège individuellement contre l'exploitation ou il cherche à compléter son maigre salaire. Tandis qu'un directeur d'entreprise qui détourne des millions de deniers publics, ou encore le ministre d'une république fédérée soviétique qui organise, en collusion avec d'autres escrocs, une entreprise privée dans le cadre de l'industrie étatisée sont doublement parasites et exploitateurs : tout d'abord comme agents officiels du régime établi, deuxièmement comme personnes privées.

Je ne m'étendrai pas là-dessus si cette idée confuse de dissidence était l'invention personnelle de J. Chiama et J.-F. Soulet. C'est une idée reçue qui circule avec la vitalité ou le préjugé dans les livres et dans le journalisme français. Les auteurs de l'Histoire de la dissidence l'ont reprise des autres publications sur la matière, en l'élaborant et en mettant en conséquence les points sur les *lignes*. Il est nécessaire de la critiquer parce qu'elle produit d'autres erreurs.

## Sources et règles méthodologiques

Les auteurs prêtent une grande attention aux méthodes et à la critique des sources. Le répertoire des sources est assez riche et il rendra des services utiles à celui qui cherche une information complémentaire. Cependant, il est loin d'être complet. Par exemple, plusieurs revues d'opposition publiées en exil sont omises : la revue polonaise *Aneks*, plusieurs revues russes, *Magyar Újszék (Les cahiers hongrois)*, etc. Étroitement liées avec l'opposition à l'intérieur des pays du bloc soviétique, adressées au public local, elles constituent une source inestimable d'information sur les idées de la dissidence. Comme elles sont malheureusement ignorées par les médias français et que les auteurs ne connaissent pas les langues des pays de l'Est, elles ne sont pas exploitées dans l'*Histoire de la dissidence*, et ceci au détriment du sujet traité.

Il est nécessaire de constater une certaine disproportion entre les règles méthodologiques proclamées par les auteurs, et le résultat final de leur travail. En lisant les chapitres 1 et 2, on attend une étude approfondie. Cependant, les règles méthodologiques restent trop souvent sur le papier et elles se reflètent peu dans la partie histo-

rique du livre. Le résultat est assez modeste : plutôt une chronique qu'une histoire de la dissidence, et de plus, fondée surtout sur la compilation des sources secondaires ou sur des documents traduits en français ou en anglais. Cette dépendance des sources secondaires a pour conséquence des lacunes dans la chronique de la dissidence. L'attention que la presse française et les médias occidentaux prêtent à l'opposition dans les pays du « socialisme réel » est inégale. Elle a ses « hauts » au moment où l'activité de l'opposition correspond à l'idée de l'événement propre au journalisme occidental. Et elle a aussi ses « bas » dans les époques où il n'y a pas d'« événement », même si des processus importants de restructuration et de réorientation sont en cours. Les auteurs se rendent compte de cette attention instable de la presse occidentale, mais il n'était pas dans leurs possibilités d'y remédier. Les omissions de la presse ont donc pour conséquence des lacunes dans le livre. Et pourtant, c'est une tâche principale de la recherche sérieuse que de les combler.

Faute de place, je ne peux pas dresser la liste complète des erreurs de faits, des transcriptions erronées des noms propres, des cas d'omission d'événements importants. A titre d'exemple : les auteurs ont oublié de citer le nom de Karel Kosik, philosophe tchèque dont la *Dialectique du concret* a profondément influencé le Printemps de Prague. Les noms des économistes et des politologues inspirant les réformes sont aussi passés sous silence. Même le Congrès extraordinaire clandestin du parti communiste tchécoslovaque qui a eu lieu en août 1968 à Vysočany et dont le rôle dans l'organisation de la résistance pacifique contre les envahisseurs a été capital, n'est pas mentionné, ainsi que l'activité de la radio et de la presse émancipées de la tutelle bureaucratique. L'affirmation qu'on a contraint la Hongrie « à céder à la Tchécoslovaquie la partie sud de la Slovaquie peuplée de 650 000 Hongrois » (p. 141) n'est pas précise. La Hongrie n'a rien cédé. Elle a tout simplement dû rendre le territoire tchécoslovaque dont elle s'était emparée après le traité de Munich.

Il n'est pas vrai que « Dubcek ne fut pas arrêté à l'entrée des chars soviétiques à Prague, comme Nagy l'avait été à Budapest » (p. 420). Il fut arrêté avec d'autres dirigeants et le tribunal révolutionnaire ouvrier-paysan fut préparé. C'est grâce au Congrès extraordinaire qu'il ne fut pas jugé et que son statut de prisonnier fut transformé en celui de « négociateur ».

La traduction du titre de la revue littéraire soviétique bien connue *Novy mir* est en français *Monde nouveau* et non pas *Temps nouveaux* (p. 265). Un hebdomadaire de ce nom existe vraiment, il est même édité en français, mais il n'est pas littéraire et il n'a jamais exprimé les idées contestataires, bien au contraire. Et Dieu sait pourquoi les auteurs ont repris dans les notes (note 20, p. 477) la formule du sinistre procureur Urvalek, « Rudolf Salzman dit Slansky » ! La victime du grand procès stalinien s'appelait bien Rudolf Slansky, et non pas Salzman. Cette allusion antisémite perfide du procureur était destinée à faire entendre au public que l'accusé était un « juif cosmopolite et sans patrie », « étranger » à la classe ouvrière tchécoslovaque.

Ces erreurs sont assez nombreuses. En toute probabilité un critique hongrois, polonais ou russe en trouverait d'autres qui m'ont échappé.



## Une illusion naïve

Par ailleurs, je ne peux m'abstenir d'exprimer encore une observation critique, concernant les prévisions sur l'avenir de la dissidence. Les auteurs affirment qu'« on commence à assister à la naissance de ce qui pourrait être la nouvelle dissidence : moins ouverte, moins légaliste, moins morale » (p. 464). Ils citent, comme un fait à l'appui de leur idée, la création du « Groupe d'initiative pour la démocratie populaire » à Moscou en 1981. Le prétendu groupe se fixe pour but de s'infiltrer dans la structure existante du régime pour s'emparer du pouvoir de l'intérieur. Mais celui qui connaît les mécanismes du pouvoir dans le « socialisme réel » sait bien qu'il ne peut s'agir que d'un canular, d'une illusion naïve ou d'une provocation. Même si l'on admet que le groupe existe réellement et que ses adhérents ont des intentions pures, il faut considérer une telle action comme une niaiserie puérile condamnée d'avance à l'échec. Les mécanismes du pouvoir sont implacables et suivent leur logique intrinsèque. Étant donné le processus de sélection, il est rare que les idéalistes soient admis dans l'appareil. S'ils s'obstinent et gardent leurs idées, ils sont éliminés tôt ou tard comme un corps étranger. Et s'ils se maintiennent, ils sont obligés d'abandonner leurs idées nobles et se transforment en apparatchiki typiques. En arrivant au sommet du pouvoir, c'est-à-dire au Politburo ou au Secrétariat, on est déjà entièrement assimilé à l'image du pouvoir établi. Tout le reste n'est que fantôme.

En dépit de ces observations critiques, le livre sera utile au lecteur non spécialisé en tant que première information, grâce à son caractère synthétique. Néanmoins une histoire de l'opposition dans les pays du bloc soviétique reste à écrire. A mon avis, cette tâche dépasse les forces des chercheurs individuels. Elle est plutôt à la taille d'une équipe internationale de chercheurs ressortissants des pays de l'Est.

Lubomir Sochor

\* Jean Chiama et Jean-François Soulet, *Histoire de la dissidence. Opposition et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires de la mort de Staline à nos jours*, éd. du Seuil, Paris 1982, 512 p.